

L'architecture et le patrimoine hors saison?

L'Institut d'architecture se meurt! Son remplacement par ce qui devait être un institut des sciences de l'environnement et du développement durable (ISED) vient d'être retiré de l'ordre du jour du Grand Conseil. Une mise «en attente» selon la formule consacrée... étant donné l'état des finances publiques, nous dit-on. Derrière cette fin inavouée se cache l'embarras: l'échec très probable d'un projet attendu, doublé d'une perte irrémédiable des enseignements d'architecture, de patrimoine, de paysage et d'urbanisme. L'argument budgétaire est une manière de fermer le débat. Qui aménagera le territoire, l'environnement et construira la ville de demain? Dans cette nouvelle donne transfrontalière, c'est autant une affaire de régulation que de formation. Et par conséquent un possible «retour sur investissement»: gestion d'un trafic envahissant, meilleure coordination des aménagements et des transports, répartition des pôles économiques et des équipements publics ou encore meilleur équilibre des zones à bâtir. Le maintien des formations universitaires en la matière, au cœur même de la région franco-valdo-genevoise, est aussi incontournable que l'équilibre des finances publiques.

Messieurs Charles Kleiber et Charles Beer seraient bien avisés, au-delà des priorités budgétaires, de prendre quelques précautions supplémentaires. Et ce d'autant que le financement de l'ISED (9.5 millions) était assuré par la récupération des budgets existants des instituts d'architecture, d'énergie et d'écologie humaine. Le presque forfait du Conseil d'Etat en devient déconcertant. Non seulement il abandonne une hypothèse de synergie entre aménagement et environnement, mais il sacrifie un institut d'architecture qui avait le mérite de dispenser des enseignements utiles, reconnus et nécessaires à la collectivité. Cette décision consacre une fin définitive des enseignements concernés. Ceci au moment où Genève et la région doivent affronter la grande complexité de leur territoire.

Nous savions que depuis la fin des années 90, nos secrétaires d'Etat Ursprung et Kleiber chargés des universités à la Confédération, préjugeaient de «l'inutilité» genevoise en décidant la lente asphyxie budgétaire de l'Institut d'architecture (IAUG). Ce fut la fermeture du premier cycle en 1994, puis la récupération du budget restant au profit de l'Institut de l'environnement (ISED). Dans cette

mort programmée de l'IAUG nous avons le sentiment que le Conseil d'Etat n'a pas osé avouer franchement son alignement sur la Berne fédérale. A moins qu'il y ait d'autres desseins inexplicables. Pourquoi tant de promesses d'intégration en douceur si peu tenues par l'ancien rectorat?

Tout le montage de l'ISED fut basé sur une reprise de deux tiers des ressources de l'IAUG. Autrement dit un coût de fonctionnement de 6.5 millions ramené à 1.5 millions pour les branches d'urbanisme dans le projet de l'ISED. Le désaccord de fond - formulé par la majorité du Collège élargi des professeurs de l'IAUG en 2005 - porta essentiellement sur l'abandon des quatre lignes disciplinaires précitées qui avaient fait son originalité. Le précédent rectorat démissionnaire a entretenu trop de flou sur le montage de l'institut de l'environnement. Même le Conseil de l'Université, dans sa séance du 12 juillet 2006, semblait plus résigné qu'enthousiaste à la validation du master option «Urbanisme et Aménagement du territoire». Il faut préciser que les deux pôles d'excellence du paysage et du patrimoine ont été inexplicablement écartés. Surprenant pour une formation en dévelop-



MARCELLIN
BARTHASSAT

*Architecte, président
de la Société d'art public*

«A l'instar du canton de Bâle, Genève a de quoi innover un aménagement qui dépasse ses frontières»

pement durable! Pour avoir participé aux travaux de la commission de suivi de l'ISED, appelée «commission Roch», j'ai été frappé par une relative incompréhension affichée à l'égard des disciplines du territoire dans le champ même du développement durable. Presque comme la symétrique réticence des architectes quand on parle d'écologie. Mais où se cache donc un vrai projet académique sur la manière de protéger, conserver ou construire l'espace de la ville ou de la campagne? Pourquoi ne pas reconnaître le sens de la forme et donc son enseignement? En écartant l'architecture, le patrimoine et le paysage, le projet d'un institut de l'environnement s'est privé lui-même d'une perspective d'existence.

Devant la multiplicité et la diversité des villes, et face au phénomène de dispersion du bâti (nouvelle forme de métropole) il y a nécessité d'un renouvellement. Autrement dit assurer la relève. C'est donc sur la question du «contexte» et de sa modification que pourraient être revisités, voire réinventés des enseignements (interdisciplinaires) liant sciences et arts de l'environnement étendus aux questions de l'énergie, de l'économie et des cultures sociales.

La pratique de l'urbanisme a façonné Genève depuis la moitié du XVIIIe siècle. Cette pratique reconnue a marqué des générations. On lui doit La Corraterie, Carouge, la ceinture fazyste du XIXe siècle, l'espace rural préservé, la qualité d'ensembles urbains, etc. Il serait dommageable de ne pas poursuivre cette «tradition» en saisissant l'opportunité de s'impliquer dans un vaste projet environnemental naturel et construit!

Seule l'échelle transfrontalière fera admettre aux autorités une priorité de formation universitaire en la matière. On pourrait imaginer un projet de formation visant à promouvoir les vertus d'une conciliation entre artifice construit et environnement paysager. Fonder un nouveau «contrat académique lémanique» entraînant du même coup les écoles HES dans les formations bachelor/master voulues par la réforme de Bologne. Il y a urgence à faire converger ces situations vers des engagements repérables, sans attendre que les compétences pluridisciplinaires s'expatrient. Mais aujourd'hui, même à l'Université, des fenêtres se ferment... Nous voilà pour un temps au moins «hors saison»!